

<https://www.pressegauche.org/Rencontre-des-chauffeurs-de-taxi-et-des-syndiques-d-ABI-Les-multinationales>



Rencontre des chauffeurs de taxi et des syndiqués d'ABI - « Les multinationales font la guerre à la classe moyenne »



Ruba Ghazal

Date de mise en ligne : mardi 11 juin 2019

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

QUÉBEC, le 11 juin 2019 - Suite à une première rencontre entre des représentants de l'industrie du taxi et des lock-outés d'ABI, Ruba Ghazal et Alexandre Leduc, responsables pour Québec solidaire en matière de transports et de travail, appellent les travailleurs et travailleuses de la classe moyenne à former un vaste mouvement de solidarité afin de défendre leurs emplois et leurs conditions de travail, menacés par des multinationales qui profitent de la complaisance du gouvernement de la CAQ.

« Ce qu'on a voulu faire ce matin, c'est créer des liens entre des gens qui ont des jobs différentes, qui ne se parlent pas entre eux, mais qui vivent une réalité similaire. D'un côté, on a les travailleurs d'ABI, qui sont en lock-out depuis 17 mois et qui se font dire par le premier ministre Legault qu'ils en demandent trop. De l'autre, on a des chauffeurs de taxi qui travaillent 70 heures semaine pour faire vivre leur famille, qui se sont pliés aux règles et qui ont vu toutes leurs économies partir en fumée à cause de la complicité du gouvernement, qui a laissé Uber imposer sa loi », a souligné Mme Ghazal au sortir de la rencontre.

« Aujourd'hui, ce sont les gens d'ABI et les chauffeurs de taxi. Mais demain, ce sera d'autres domaines et d'autres travailleurs. La priorité numéro un du gouvernement de la CAQ devrait être le bien-être des Québécoises et des Québécois, pas des multinationales. L'abolition des permis de taxi exige une compensation juste et équitable de tous les chauffeurs, sinon des milliers de familles vivront une injustice », a fait valoir Kamal Sabbah, directeur Politique et relations publiques du Regroupement des travailleurs autonomes Métallos.

« La loi n° 17 pourrait se résumer à un mot, soit l'attaque, l'attaque au filet social, l'attaque aux plus démunis et aux personnes en perte de mobilité. C'est une attaque à l'intégrité financière des propriétaires et des chauffeurs de taxi. C'est aussi une attaque à la mobilité régionale et donc une attaque à l'occupation du territoire », a pour sa part souligné Serge Lebreux, porte-parole de l'Association des taxis des régions du Québec (ATRQ).

« En prenant le parti de la multinationale Alcoa de façon répétée et en entretenant une interprétation erronée du dossier, le premier ministre a fait échouer les négociations et conforté la compagnie dans ses demandes de réduction des emplois et des conditions de travail », a ajouté le président de la section locale 9700 des Métallos, Clément Masse, qui représente les 1030 lockoutés d'ABI à la rue depuis le 11 janvier 2018.

Une classe moyenne sous pression

Pour Ruba Ghazal et Alexandre Leduc, la situation critique des chauffeurs de taxi et des syndiqués d'ABI reflète la pression de plus en plus généralisée qui pèse sur l'ensemble de la classe moyenne. Ils souhaitent que cette première rencontre devienne le fer de lance d'un vaste mouvement de solidarité entre les travailleurs et les travailleuses pour préserver de bons emplois et de bonnes conditions de travail au Québec.

« Il y a UBER, il y a ABI, mais il y a surtout une tendance lourde. C'est toute la classe moyenne québécoise qui est sous pression. Depuis trop longtemps, on subit les attaques de multinationales voyous qui imposent leurs lois avec la complicité de gouvernements aplaventristes comme ceux de la CAQ ou du PLQ. La vérité, c'est que les multinationales font la guerre à la classe moyenne. Il est temps de nous serrer les coudes et de nous solidariser dans nos luttes pour sauver nos emplois et préserver nos conditions de travail », a martelé la députée de Mercier.

« J'en appelle aux autres travailleurs-euses du Québec. Vous aussi vous êtes sous pression. Personne n'est à l'abri.

Je pense aux gens de Velan, aux travailleuses des résidences du groupe Maurice, et à tous les autres travailleurs-euses du Québec qui en ont plein le pompon que le gouvernement déroule le tapis rouge devant les investisseurs étrangers pour qu'ils fassent du profit au détriment de leurs conditions de travail. Il est temps de s'organiser. Il est temps de reprendre la lutte parce que si on ne met pas un frein à ça, on va tous et toutes finir par péter au frette », a conclu Alexandre Leduc.